

ARRÊTÉ DU MAIRE

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de La Baule-Escoublac

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, L411-1, L411-6, L411-7, R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R412-26, R413-1, R414-14, R417-1 à R417-4, R417-6 et R417-9 à R417-13,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1 à L2213-6,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8ème partie relevant de l'arrêté du 6 novembre 1992) modifiée,

Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature

CONSIDÉRANT la demande présentée par FERU TRADITIONS 7 RUE DES SALAMANDRES 44350 GUERANDE, afin d'effectuer des travaux suivants : emprise chantier, engins de chantier pour coulage de béton 4 AVENUE DE TREMEAC (dans la section comprise entre AVENUE FLORIAN et AVENUE DU BOIS D'AMOUR), le 18/12/2020 entre 9H00 et 11H45

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour la sécurité d'apporter des modifications à la circulation et au stationnement.

ARRETE :

Article 1 : Le 18/12/2020, il y a lieu de prendre les mesures suivantes au droit de l'intervention :

- > le demandeur est tenu d'intervenir entre 9H00 et 11H45 afin de ne pas perturber la circulation des transports en commun,
- > le demandeur est autorisé à installer engin de chantier,
- > le stationnement est interdit, sauf pour le ou les véhicule(s) du demandeur si nécessaire,
- > la circulation est interdite à tout véhicule à l'exception des véhicules intervenant pour le demandeur,
- > la circulation piétonne doit toujours être assurée et protégée,
- > toute dégradation du domaine public doit faire l'objet d'une réfection à la charge du responsable des travaux, dans les meilleurs délais et à l'identique de son état initial.

Article 2 : Une déviation est mise en place par les voies adjacentes et d'une manière générale, les usagers se conforment à la signalisation de déviation mise en place pour assurer la sécurité du chantier.

Article 3 : La signalisation réglementaire et la mise en sécurité du chantier sont assurées par le demandeur. 48 heures avant son intervention, il est tenu d'afficher le présent arrêté sur site (de manière visible), de mettre en place la signalisation d'interdiction de stationner, puis d'en aviser la police municipale au 02 51 75 75 80.

Article 4 : Les véhicules qui stationnent en infraction aux dispositions du présent arrêté sont mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

Article 5 : La présente autorisation d'occupation du domaine public est soumise à une tarification conformément à la délibération du conseil municipal.

Article 6 : Le présent arrêté est porté à la connaissance du public par affichage aux lieux ordinaires d'affichage et par tous procédés en usage dans la commune.

Article 7 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté : M. le directeur général des services de la ville - M. le directeur général adjoint technique - Mme la commissaire de police de La Baule-Escoublac - M. le chef du centre de secours de La Baule-Escoublac - M. le chef de la police municipale - Les mairies annexes d'Escoublac et du Guézy - Transports en commun - Cap Atlantique (OM) - Le demandeur (accueil@ferutraditions.com - 20)

LA BAULE ESCOUBLAC, le 11 décembre 2020

#signature#



Annule et remplace l'arrêté
2020-01717 pris pour le même
objet le 14/12/2020

ARRÊTÉ DU MAIRE

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de La Baule-Escoublac

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, L411-1, L411-6, L411-7, R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R412-26, R413-1, R414-14, R417-1 à R417-4, R417-6 et R417-9 à R417-13,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1 à L2213-6,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8ème partie relevant de l'arrêté du 6 novembre 1992) modifiée,

Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature

CONSIDÉRANT la demande présentée par ENTREPRISE CHRISTOPHE 136 AVENUE DES ONDINES 44500 LA BAULE, afin d'effectuer des travaux suivants : emprise chantier, pompe et toupie à béton pour coulage d'une dalle 14 AVENUE DES IBIS (dans la section comprise entre AVENUE DES PETRELS et AVENUE DES PELICANS), le 21/12/2020 à compter de 14H00

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour la sécurité d'apporter des modifications à la circulation et au stationnement.

ARRETE :

Article 1 : Le 21/12/2020 à compter de 14H00, il y a lieu de prendre les mesures suivantes au droit de l'intervention :

- > le demandeur est autorisé à installer une pompe et toupie à béton,
- > le stationnement est interdit, sauf pour le ou les véhicule(s) du demandeur si nécessaire,
- > la circulation est interdite à tout véhicule à l'exception des véhicules intervenant pour le demandeur,
- > la circulation piétonne doit toujours être assurée et protégée,
- > toute dégradation du domaine public doit faire l'objet d'une réfection à la charge du responsable des travaux, dans les meilleurs délais et à l'identique de son état initial.

Article 2 : Une déviation est mise en place par les voies adjacentes et d'une manière générale, les usagers se conforment à la signalisation de déviation mise en place pour assurer la sécurité du chantier.

Article 3 : La signalisation réglementaire et la mise en sécurité du chantier sont assurées par le demandeur. 48 heures avant son intervention, il est tenu d'afficher le présent arrêté sur site (de manière visible), de mettre en place la signalisation d'interdiction de stationner, puis d'en aviser la police municipale au 02 51 75 75 80.

Article 4 : Les véhicules qui stationnent en infraction aux dispositions du présent arrêté sont mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

Article 5 : La présente autorisation d'occupation du domaine public est soumise à une tarification conformément à la délibération du conseil municipal.

Article 6 : Le présent arrêté est porté à la connaissance du public par affichage aux lieux ordinaires d'affichage et par tous procédés en usage dans la commune.

Article 7 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté : M. le directeur général des services de la ville - M. le directeur général adjoint technique - Mme la commissaire de police de La Baule-Escoublac - M. le chef du centre de secours de La Baule-Escoublac - M. le chef de la police municipale - Les mairies annexes d'Escoublac et du Guézy - Transports en commun - Cap Atlantique (OM) - Le demandeur (ent.christophe)range.fr (40)

LA BAULE ESCOUBLAC, le 11 décembre 2020

#signature

